

A l'exception des Québécois qui avaient émigré aux Etats-Unis ainsi que des militaires et d'un groupe restreint de diplomates, d'intellectuels et d'étudiants, il est indiscutable que les missionnaires représentaient jusqu'à tout récemment le groupe le plus nombreux de Canadiens français vivant à l'étranger. On trouve maintenant, en plus de ceux-là, des coopérants, des experts, des hommes d'affaires, des artistes, des professionnels de toutes sortes, un peu partout à travers le monde, particulièrement aux Etats-Unis, dans les Antilles occidentales, au Mexique et dans les Etats francophones. Des Québécois de différents milieux participent directement à la vie internationale et trouvent là une source d'oxygène culturel ou de satisfaction professionnelle, matérielle et psychologique. Les contacts avec l'étranger sont d'ores et déjà un fait acquis. Bien plus, ils sont conçus par la très vaste majorité des Québécois comme un élément indispensable à leur progrès individuel ou collectif.

Or, mis à part les échanges avec les Etats-Unis et d'une certaine façon avec la France, il s'agit là d'un phénomène très récent. Néanmoins, peu de sociétés ont réussi, en une période de temps aussi courte, à participer directement à autant de secteurs de la vie internationale en commençant par le tourisme qui, pour un grand nombre, constitue, après l'éducation et la télévision, le point de départ d'une prise de conscience et d'une meilleure connaissance du monde extérieur.

C'est dans cette propension à profiter des sources étrangères tout en y contribuant qu'il faut chercher le sens ou le «fond» de l'action internationale du Québec.

Certes, une telle démarche, tout en servant la cause québécoise, n'a pas pour autant desservi la politique étrangère canadienne. Celle-ci avait un réel besoin d'une injection de francité. En un mot, l'action internationale québécoise des années soixante aura troublé, inquiété et même traumatisé plusieurs responsables de la politique étrangère du Canada, mais ceci leur aura été salutaire — comme les événements des années suivantes l'ont démontré — aussi bien dans les rapports avec l'Afrique francophone, les institutions de la francophonie, et, est-il besoin de la souligner, avec la France et la Belgique.

D'ailleurs, il est étonnant, mais à première vue seulement, que le nationalisme québécois ait exercé une influence si faible dans les rapports du Canada avec les Etats-Unis et avec d'autres régions du monde, en particulier avec l'Amérique latine. Dans le cas des Etats-Unis, l'Ontario et le Colombie-Britannique ont souvent fait preuve d'un nationalisme plus affiché que le Québec et les provinces maritimes qui désirent obtenir des emprunts et des investissements américains en vue de créer des emplois et réduire ainsi le chômage. C'est plutôt dans le domaine des rapports avec la France et la francophonie que le sentiment national a suscité de nombreux débats.

Les efforts déployés, après l'élection de 1960, par l'équipe libérale du premier ministre Jean Lesage, pour donner au Québec «pignon sur rue internationale» furent menés tambour battant, surtout lors de la création du ministère des Affaires fédérales-provinciales en 1961 (transformé en celui des Affaires intergouvernementales en 1967), lors de l'ouverture de la